

# La tête d'Écolo mise sous pression

**Des militants et parlementaires écolos ont adressé une motion à la présidence du parti. En route vers un renouvellement ?**

Une motion signée par une septantaine de militants et parlementaires Écolo a suscité vendredi un large débat lors du Conseil de fédération des verts francophones.

Le texte n'a pas été approuvé mais n'en a pas moins constitué un coup de semonce en direction du sommet du parti.

Le 4 juin, le Conseil de fédération a désigné trois personnes pour mener un travail d'évaluation de la défaite électorale : Muriel Gerkens, députée fédérale, Benoît Lechat, collaborateur du parti, et Luc Barbé, issu de Groen,

ex-secrétaire politique des Verts à la Chambre et ancien chef de cabinet d'Olivier Deleuze.

Ce trio a fait un premier rapport vendredi passé avant une note méthodologique attendue pour début juillet.

Ainsi que l'indiquait le quotidien *Le Soir*, plusieurs membres du parti ont également fait part de leurs éléments d'analyse et fait certaines propositions, dont celle d'élargir le trio d'évaluateurs et d'anticiper le renouvellement de la co-présidence au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Parmi les signataires et initiateurs, figurent le député européen Philippe Lamberts, les députés wallons sortants Christian Noiret et Veronica Cremasco, les Bruxellois Alain Maron et Céline Del-

forge ou l'ancien secrétaire fédéral Philippe Defeyt.

**Les valeurs du parti « diluées »**

À croire les uns et les autres, il n'est pas question de déstabiliser l'actuelle direction pour la remplacer par une autre mais de ne pas mettre trop facilement le « couvercle sur la marmite », d'éviter une évaluation qui n'irait pas en profondeur et serait d'abord l'œuvre des dirigeants et figures de proue actuels.

Beaucoup jugent que le mes-

sage d'Écolo entendu au cours de la campagne, mais aussi ces dernières années, a été trop consensuel, trop lisse et que les valeurs fondamentales du parti ont été diluées.

« L'important, c'est qu'il y ait un débat et que celui-ci influe sur le cours des choses. Il ne s'agit pas de couper des têtes mais, bien sûr, il faudra tôt ou tard poser la question de la co-présidence pour savoir si c'est elle qui portera ce qui sortira de l'évaluation. La pression pour que les choses bougent est là », a expliqué Christian Noiret. ■